



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

BULLETIN N° 6 – BRUXELLES, JANVIER 2002

avant-propos

Amies lectrices, amis lecteurs, Nous voici déjà au terme de l'année 2001 qui a été riche d'événements. Le Guide Dimitra Afrique et Proche Orient est paru. Merci et félicitations à nos huit organisations partenaires, qui n'ont compté ni leur temps ni leur énergie pour collecter les informations sur le terrain. Pour la poursuite du projet, prolongé pour une nouvelle phase de trois ans, l'équipe de coordination change de visage. Maartje Houbrechts, chargée de projet à Bruxelles, est partie sous d'autres cieux où elle continuera son action pour la justice et la paix dans le monde. Elle est remplacée par Judith Gracey, spécialiste de l'information et de la communication. Bonjour Judith, bienvenue parmi nous. Au revoir Maartje, bonne chance et merci du fond du cœur pour tout le travail accompli.

En cette période où les enjeux pour le développement et la paix sont confrontés, à l'échelle de la planète, à la pauvreté et à la complexité des conflits, ce sont les femmes en général, et les femmes rurales en particulier, qui sont en première ligne pour assurer la vie quotidienne de leur famille. Elles subissent de plein

fouet les effets néfastes de phénomènes dont la maîtrise est bien souvent au-delà de leur portée. C'est ainsi que Mariame Sow de l'Enda-Pronat présente un article sur l'agriculture saine et durable, s'interroge sur la mondialisation, la reconnaissance et la valorisation des intérêts et des capacités des agriculteurs et des agricultrices. Dans ce cadre, le nouveau traité sur les ressources phylogénétiques devient un instrument de valeur.

La justice sociale, le respect des droits, la tolérance et l'égalité ne vont de pair ni avec l'exclusion d'une partie de la population ni avec la domination d'une frange de la société. C'est pourquoi le Gender Development Institute, au Ghana, accorde au concept de genre toute son ampleur en interrogeant les questions de masculinité, facette souvent oubliée dans l'établissement de rapports sociaux plus égalitaires entre hommes et femmes. Ces rapports prennent racine très tôt dans la vie des individus et se reflètent dans le fonctionnement des institutions et l'affectation de leurs ressources.

En même temps, le monde de l'information et de la communication est de plus en plus exploré par les femmes, que ce soit en matière d'édition ou d'utilisation de nouvelles technologies de la communication. Il est de plus en plus manifeste que s'étend avec rapidité l'intérêt pour partager et confronter les

informations, les expériences et les succès. Au Nigéria, les femmes rurales n'hésitent pas à communiquer par ordinateur, sachant que plus leur voix sera audible, plus le monde comptera avec elles. De destinataires passives, elles deviennent de véritables actrices du changement, initiatrices de transformations sociales, visant à modifier leur existence et celle de leur entourage, comme en témoigne l'expérience réussie des femmes d'un village en Afrique du Sud. Ce succès pourrait être un des récits que le Monde selon les Femmes recueille et diffuse par sa revue Palabras. En fin de ce bulletin, des sources de financement, des livres et des conférences à venir sont présentés pour compléter vos sources d'information. Bonne lecture à toutes et à tous et surtout, nous vous souhaitons bonheur et réussite pour cette nouvelle année 2002. □



sommaire

- 2 Médaille Cérès de la FAO
Traité sur les ressources phylogénétiques
- 3 Une agriculture saine et durable
- 4 Le genre
Conférence du GDI
Comment reconnaître une organisation sensible au genre?
- 5 Genre et budget
Réseau des Femmes Africaines Economistes
- 6 Femmes et Communication
- 7 Nigéria: Messagerie électronique au service des villageoises
- 8 Les Femmes de Mpindweni
- 9 Réseau de radios rurales
- 10 Recherche de financements – réseaux
- 11 Livres et conférences

Editorial de Marie Randriamamonjy

En ce début d'année nouvelle, je tiens tout d'abord à vous souhaiter, ainsi qu'à vos familles et à vos pays, une nouvelle année 2002 pleine de bonheur, d'espoirs réalisés et de paix.

Comme vous le savez sans doute déjà, le projet Dimitra a été prolongé pour les trois années à venir. Il s'agira de consolider les acquis et de renforcer les capacités des réseaux mis en place dans le domaine de l'information et de la communication. Nous ferons de telle sorte que le projet Dimitra soit encore plus au service des populations rurales, en particulier les femmes, qui, inlassablement, œuvrent pour le développement et la paix.

À ce titre, les femmes rurales doivent pouvoir

bénéficier des mêmes droits et opportunités que tout un chacun pour garantir leur sécurité et celle de leur famille: sécurité physique certes, mais aussi sécurité alimentaire, matérielle et intellectuelle.

Cette mission est d'autant plus urgente et impérative que les tendances mondiales risquent chaque jour d'exclure davantage les populations pauvres, les rendant encore plus déshéritées. La mondialisation, l'exode rural, la pandémie du SIDA, la déperdition des ressources naturelles affectent de plein fouet, le plus souvent en premier lieu, les pays et les groupes de population défavorisés, plus particulièrement les femmes et les enfants. À la liste, déjà lourde, des dangers portés par ces phénomènes, les



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Sa Majesté la Reine Fabiola reçoit la médaille Cérès de la FAO

Le 16 octobre dernier, Journée mondiale de l'alimentation, S.M. la Reine Fabiola a reçu des mains de Monsieur Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, la médaille Cérès. Du nom de la déesse romaine de l'agriculture, cette distinction est décernée à des personnalités féminines dont l'action a été marquante pour le développement rural et la lutte contre la faim dans le monde. Elle est un hommage aux personnalités remarquables de notre temps en reconnaissance de leur solidarité avec les personnes les plus démunies de la planète.

La Reine Fabiola a reçu cette médaille en raison, notamment, de son engagement en faveur des femmes rurales au sein du Comité directeur international pour la promotion

économique des femmes rurales (CDI), dont elle a été successivement Membre, Présidente et Présidente honoraire.

S.M. la Reine a rappelé que «ce sont surtout (les femmes) qui travaillent, souffrent et luttent pour leur famille et pour la croissance de ce bonheur qu'elles espèrent atteindre en obtenant, pour ceux qu'elles aiment, de devenir autonomes». Elle a ajouté que «... l'assaut des guerres et des haines pourrait faire baisser les bras. Mais tout cela ne saurait assassiner l'espérance de vie qui est en nous et dans la nature».

La Reine, tout comme M. Diouf dans son allocution de remise de la médaille, a rappelé l'importance du projet Dimitra. Elle a remercié

la FAO de soutenir ce projet, initié par la Fondation Roi Baudouin, qui «permet de créer des synergies et tisser des amitiés dans le champ du développement rural».

Cet événement a pris place lors de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation dont le thème «Lutter contre la faim pour réduire la pauvreté» rappelait, comme l'a dit le Directeur général de la FAO, «qu'il importe de reconnaître que la faim mérite au moins qu'on lui accorde la même attention que la pauvreté lorsqu'on examine les priorités du développement au niveau mondial». La veille, le 15 octobre, la Journée mondiale des femmes rurales avait été célébrée dans le monde, sur le thème «La paix pour les femmes rurales pour obtenir la sécurité alimentaire». □

Approbation d'un traité international sur les ressources phylogénétiques

■ Un accord international unique

La Conférence de la FAO a approuvé, lors de son Assemblée générale de novembre 2001, le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ce traité garantit une utilisation plus efficace de la diversité génétique pour faire face au défi que représente l'éradication de la faim dans le monde.

C'est un accord international unique. Il vise à assurer la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques, la disponibilité future de la diversité de ces ressources et le partage juste et équitable des avantages qui dérivent de leur utilisation. Il dote le secteur agricole d'un instrument multilatéral pour une coopération et une

synergie avec d'autres secteurs, notamment avec le commerce et l'environnement.

■ Conserver les variétés traditionnelles existantes

«On estime que 10.000 espèces ont été utilisées pour l'alimentation humaine et l'agriculture. Toutefois, environ 150 essences seulement constituent les régimes alimentaires de la majorité de la population de la planète. Douze de ces 150 essences assurent environ 70 pour cent de la nourriture, tandis que quatre seulement – le riz, le maïs, le blé et la pomme de terre – constituent plus de 50 pour cent de l'alimentation. Il est donc clair que nous ne tirons pas pleinement parti des ressources disponibles», note José Esquina-Alcázar, Secrétaire de la Commission

sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il ajoute qu'il est plus important que jamais de conserver les variétés traditionnelles existantes, afin que les générations futures puissent affronter les changements environnementaux et les besoins de l'homme.

Le traité reconnaît l'énorme contribution des agriculteurs du monde entier à la conservation, à l'amélioration et à la disponibilité des ressources phylogénétiques. Il encourage les gouvernements à sauvegarder et à promouvoir les droits des agriculteurs et leur savoir traditionnel. □

Pour plus d'informations, consulter le site web de la FAO: <http://www.fao.org>

suite de page 1

conflits armés, les catastrophes naturelles sont d'autres périls de plus en plus présents. Pourtant, certains progrès générés par la mondialisation et la révolution de l'information et de la communication peuvent faire l'objet d'une appropriation favorable aux femmes rurales. Encore faut-il travailler à la préservation d'espaces d'expression et à la promotion d'une société et d'une économie solidaires.

C'est pourquoi la FAO, dans son nouveau plan d'action (2002-2007), intitulé «Parité hommes-femmes et développement», approuvé en novembre 2001, s'engage à être la plus attentive possible à la répartition équitable des bénéfices du changement et

à leur gestion commune entre hommes et femmes, que ce soit en matière de ressources, de services agricoles ou d'emplois.

De plus, la FAO utilisera les opportunités que les nouvelles technologies de l'information représentent pour pallier les lacunes dans les domaines de la formation, de l'alphabétisation, de la vulgarisation. Elle les mettra à profit pour stimuler des échanges, partager les connaissances, diffuser des informations pertinentes sur la parité hommes-femmes. Elle en tirera bénéfice pour donner aux décideurs des arguments irréfutables, documentés, en qualité et en quantité, afin de les convaincre sur l'indispensable nécessité d'élaborer et d'approuver des politiques

de développement marquées par l'égalité et l'équité entre tous les individus.

Je vous réitère mes vœux de bonne et joyeuse année et vous souhaite une très bonne lecture. □

MARIE RANDRIAMAMONJY,

Chef du Service Parité hommes-femmes et développement
FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Une agriculture saine et durable

par Mariame Sow, Enda-Pronat, Sénégal

■ Accroissement de la population et diversification de l'agriculture

Les petits producteurs sénégalais ont connu des périodes fastes, malheureusement de courte durée. En effet, avant et juste après les indépendances, les pluies suffisantes et la bonne fertilité des sols permettaient de nourrir assez facilement une population alors peu nombreuse.

Avec la croissance rapide de la population, les besoins alimentaires se sont accrus. L'agriculture s'est alors diversifiée: l'arachide dans le bassin arachidier (centre du Sénégal), les légumes de «type européen» (carotte, chou, navet, aubergine, etc.) dans la zone des Niayes, à quelque distance de la capitale, le riz dans la vallée du Fleuve Sénégal. L'introduction de ces nouvelles variétés s'est accompagnée de nouvelles techniques culturales, telles que la mécanisation, la monoculture, l'usage massif des produits chimiques, dont les résultats, spectaculaires les premières années, ont été assez éphémères.

■ Les effets négatifs des nouveaux modes de production agricole

Les difficultés de la production agricole s'expliquent certes par la sécheresse, mais aussi et surtout par une faible maîtrise des nouveaux modes de production agricole par les paysans. Les effets négatifs en sont multiples: la baisse de la matière organique, le lessivage et l'acidification des terres arables, l'apparition de maladies parasitaires et une résistance accrue aux produits phytosanitaires, l'accumulation de résidus agrochimiques et la pollution des eaux souterraines et de surface, sans parler des cas d'empoisonnement et d'intoxications chez les humains et les animaux.

L'Enda Tiers-Monde, suite à ce constat, a lancé un programme intitulé «Protection naturelle (Pronat)». Depuis son lancement en 1982, la sensibilisation des producteurs, des techniciens et de certains instituts de recherche sur les dangers des produits agrochimiques a été le fer de lance de l'action. Elle s'est accompagnée de mise au point, en collaboration avec les paysans, de solutions alternatives aux pesticides chimiques.

■ Le programme PRONAT

Aujourd'hui, on constate que beaucoup de producteurs commencent à prendre conscience des méfaits des produits agrochimiques. Mieux, certains d'entre eux développent, seuls ou au sein de leur organisation respective, des initiatives pour promouvoir une agriculture plus saine – c'est-à-dire la moins consommatrice possible de produits agrochimiques – plus durable et aisément reproductible au regard des conditions du milieu et des pratiques paysannes.

Cette nouvelle forme d'agriculture a été au cœur des débats des instances locales, nationales, et internationales. Le concept a été peaufiné avec les partenaires paysans qui tentent de se l'approprier, même s'ils éprouvent bien souvent des difficultés pour sa mise en œuvre. Aujourd'hui, il apparaît clairement que l'agriculture saine et durable est une alternative incontournable pour garantir la sécurité alimentaire de 70 pour cent de la population que représentent les ruraux.

En effet, dans le processus de la production alimentaire, l'agriculture durable utilise d'une meilleure façon les éléments de la nature, sans polluer. Elle incorpore des processus naturels, tels que l'adéquation entre les systèmes de rotation de cultures et d'assolement, la fixation biologique de l'azote, la régénération des sols et l'utilisation des ennemis naturels contre les insectes nuisibles. Elle minimise l'emploi des intrants non renouvelables, comme le sont les pesticides et les engrais, qui endommagent l'environnement ou nuisent à la santé des agriculteurs et des consommateurs. De plus, tout en améliorant les capacités des agriculteurs et en les rendant plus indépendants, elle valorise leurs connaissances, leur savoir-faire et leur habileté.

■ La remise en cause des modes de production intensifs

Par ailleurs, la crise de production survenue en occident a entraîné une remise en cause des modes de production intensifs. Actuellement, l'agriculture saine et durable risque de s'imposer aux pays du Sud, compte tenu de la sensibilité des pays du Nord aux nouvelles techniques de production (pesticides, OGM, vache folle, poulet à la dioxine, etc.). Les marchés nationaux et internationaux portent déjà un intérêt nouveau aux productions «paysannes» plus saines. La libéralisation et l'ouverture de ces marchés, couplées aux intérêts financiers, portent inévitablement à l'expansion de l'agriculture saine et biologique. Par rapport à ce développement, le souci majeur est de savoir quelle place sera accordée aux petits producteurs? Il est évident que si des opportunités financières

importantes se dégagent, une ruée des multinationales et des nantis sur les pays en développement est à prévoir.

Le désengagement précipité des États du secteur primaire crée une situation ouverte à toutes sortes de spéculations et de transactions sur les terres au détriment des petits producteurs dépourvus de moyens pour les mettre en valeur. Quel sort sera réservé à ces producteurs? Ne risquent-ils pas de devenir sur leurs terres des ouvriers agricoles sous-payés, comme on a pu le voir dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie (Philippines)? Avons-nous le droit de laisser les petits producteurs africains connaître le même destin?

L'agriculture biologique: un outil de lutte contre la pauvreté

■ Pour un accès des femmes au foncier

Dans plusieurs localités, avec la persistance de la sécheresse et l'exode rural masculin massif, ce sont les femmes qui assurent la survie des familles, qui exploitent les terres dont l'accès leur est le plus souvent limité et difficile.

Théoriquement, la loi sur le domaine national aurait pu faciliter leur accès au foncier, mais l'esprit de la loi et la réalité du terrain sont deux données qui se conjuguent rarement, d'autant que les barrières socioculturelles restreignant l'accès des femmes à la propriété foncière sont lourdes à lever. Est-ce une raison pour maintenir plus de la moitié de la population active en marge de l'économie? Il importe, et Pronat le souhaite, avec la participation de tous les acteurs locaux, de faire un travail de base très approfondi dans ce sens et de s'investir dans le domaine.

Il est important que les organisations non gouvernementales locales, nationales ou internationales, ainsi que les organisations paysannes instaurent, ensemble, une synergie et plaident pour que l'agriculture saine et durable bénéficie aux pauvres – pour une fois que l'opportunité se présente à eux.

Une lutte importante contre la pauvreté urbaine est actuellement engagée au Sénégal, combat certes fondamental, dont la victoire dépend toutefois du résultat d'une autre bataille en amont. La pauvreté urbaine est un transfert, elle est née dans les campagnes. Qui veut combattre la pauvreté urbaine doit donc s'attaquer à la racine: la pauvreté en milieu rural. □

ENDA PRONAT Protection Naturelle des Ressources

BP 3370
Dakar, Sénégal
Tél.: +221-8-225565
Fax: +221-8-235157 ou 222695
E-mail: pronat@enda.sn
Site internet: <http://www.enda.sn/pronat>

Le genre est appelé à prendre sa véritable ampleur

«Si des changements positifs doivent être recherchés pour les femmes, les hommes aussi doivent changer. Si seules les femmes doivent travailler à une plus grande égalité dans les relations de genre (...), il s'agirait à nouveau d'une espèce de double journée, où les femmes devraient prendre la responsabilité non seulement de changer leurs propres idéologies et pratiques, mais également celles de leurs hommes¹».

Ghana: Conférence «L'équité de genre et les hommes: échos du continent africain...»

La deuxième Conférence internationale sur le Genre, «Gender Equity and Men: Continental Echoes...», s'est déroulée du 8 au 12 octobre 2001, à Elmina (Ghana). Elle était organisée par le Gender Development Institute (GDI), et la centaine de participants venait de tous les horizons: ONG, associations locales, animateurs ruraux, instituteurs, chefs d'entreprise, professeurs, chercheurs (anthropologues, sociologues, etc.), chefs communautaires religieux, représentants de différents ministères, en majorité du Ghana, mais également d'autres pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'objectif de la conférence était de réfléchir sur la façon dont les hommes, comme les femmes, sont conditionnés par leurs mentalités et traditions culturelles. Les perceptions de la société sur les rôles des hommes et des femmes

sont des notions changeantes, évolutives et façonnées par la culture, la tradition, l'éducation, la religion, etc.

Les hommes jusqu'à présent ont été très passifs pour prendre fait et cause à l'égard des questions de genre. Ils ont laissé la tâche aux femmes. Qu'est-ce qui explique cette apathie, voire cette réticence, des hommes face aux questions de genre? Quel rôle ont-

Pour plus d'informations, s'adresser au:

Gender Development Institute (GDI)

P.O. Box CT 4810, Cantonments, Accra, Ghana

Tél: + 233 21 223 031 ou 241 340

Fax: + 233 21 220 138

E-mail: gdi@africaonline.com.gh

Site web: <http://www.gdighana.org>

ils à prendre dans le débat? Pourquoi est-ce que ce sont principalement des femmes qui s'investissent dans cette réflexion? Autant de questions que le GDI a jugé judicieux de mettre à l'ordre du jour de la conférence.

Souvent culture et tradition sont invoquées pour retarder la mise en place de relations plus égalitaires entre les femmes et les hommes. Or, les coutumes et les pratiques ne sont pas immuables et les fondements culturels et structurels contribuant à l'inégalité doivent, si nécessaire, être modifiés. En outre, il est nécessaire de bien connaître et mettre en valeur les éléments positifs des cultures et des traditions de chaque communauté. Tout changement social ne peut se faire qu'avec l'assentiment et l'implication active de tous les membres de la communauté, femmes et hommes, sans oublier les associations locales, les personnes leaders, ainsi que les chefs traditionnels et les chefs religieux, dont le rôle dans la société est majeur. □

1 Sarah White, cité dans *Quel genre d'homme. Construction sociale de la masculinité, relations de genre et développement*, Collection Yvonne Preiswerk, 2000. Publication de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED), disponible gratuitement au Service des publications de l'IUED, CC.P. 136, CH-1211, Genève 21, Suisse.
E-mail: publications@iued.unige.ch
Site web: <http://www.iued.unige.ch>

Comment reconnaître une organisation sensible au genre?

Quatre éléments interdépendants sont indispensables à l'intégration du genre dans une organisation, quelles que soient sa nature, son envergure et sa portée. Il s'agit de la volonté politique, de la capacité technique, de la responsabilisation et de la culture de l'organisation.

La volonté politique se manifeste lorsque les hauts responsables appuient ouvertement une vision et un processus pour la prise en compte des questions de genre. Ces responsables savent communiquer efficacement l'engagement de l'organisme vis-à-vis de l'équité de genre. Ils engagent les ressources humaines et financières nécessaires, et adoptent les politiques et les règlements qui s'imposent.

La capacité technique se manifeste par une amélioration des compétences et du personnel pour traiter la problématique de genre. Elle se concrétise par l'instauration de nouveaux systèmes pour la collecte de données ventilées par sexe et d'informations sexospécifiques. Elle permet de concevoir des métho-

des, d'élaborer des outils, de mettre en place des procédures pour définir des programmes et des projets qui tiennent compte du genre.

La responsabilisation se manifeste par des incitations et des mandats institutionnels qui stimulent et renforcent des pratiques professionnelles, des attitudes et comportements ouverts aux questions de genre. Chaque membre de la structure comme l'organisation dans son ensemble sont concernés par la préoccupation de changement vers l'égalité de genre.

La culture de l'organisation se manifeste par un mode de gestion, d'organisation et de direction apte à considérer et à traiter les questions de genre. La répartition du personnel est équilibrée en termes d'hommes et de femmes. Le travail et les performances des uns et des autres sont appréciés et compensés de façon égale.

Avec ces quatre composantes en tête, imaginez un arbre dont les racines représenteraient la volonté politique et dont les branches avec

(Cadre pour l'intégration du genre - Commission pour la promotion de la femme: CAW)

leur feuillage symboliseraient la capacité technique, la responsabilité et la culture de l'organisation. Comment se profile votre arbre? est-il bien enraciné? sa ramure est-elle développée? son port est-il équilibré? que manque-t-il pour qu'il ait belle allure? est-ce que le feuillage est dense? est-il encore seulement en bourgeons? □

Extrait et adapté de *Gender and Organizational Change: Lessons from the InterAction Community*. Workshop for the GDI, October 2001.

Commission on the Advancement of Women (CAW)

InterAction (American Council for Voluntary International Action)

1717 Massachusetts Avenue, NW # 701, Washington, DC 20036, États-Unis

Tél: + 1 202 667 8227

Site web: <http://www.interaction.org>

Des clubs d'un nouveau genre

Au Ghana, les élèves, comme beaucoup d'écoliers dans le monde, ont des activités extra-scolaires: club de football, de chant, de musique, ou autre. Dans six établissements d'enseignement secondaire de la ville d'Accra, les enfants peuvent se targuer d'une originalité: ils ont un club de genre. Le Gender Development Institute (GDI) a lancé cette nouveauté se fondant sur la potentialité que représente l'école pour sensibiliser les jeunes aux notions d'égalité et d'équité entre femmes et hommes. Existe-t-il, en effet, un meilleur endroit que les structures scolaires pour s'initier et s'ouvrir aux enjeux et à la réalité des relations sociales entre femmes et hommes? L'école est un des fondements de la société. Elle façonne les comportements, les attitudes et les valeurs qui régissent la vie sociale. Les clubs de genre fonctionnent comme tout club de la vie courante. Ils rassemblent des personnes, en l'occurrence des jeunes gens et des jeunes filles scolarisés, ayant des intérêts communs et qui adhèrent à un programme et à des activités. L'examen et la remise en cause des stéréotypes sociaux, des a priori sexistes, des discriminations établies passent par des activités de loisirs: voyages, excursions, concours, théâtre, débats, etc. Les discussions sur le concept de genre et de ses implications sont l'axe autour duquel ces activités prennent place.

L'apprentissage du genre se transforme en une relecture de la société afin de l'infléchir en fonction des exigences des principes d'égalité et d'équité. L'avenir est plus que jamais entre les mains des jeunes générations. □

Pour plus de renseignements, s'adresser au *Gender Development Institute (GDI)*.

La prise en compte du genre dans la préparation des budgets

À Bruxelles, les 16 et 17 octobre derniers, la Conférence Towards Gender-Responsive Budgeting (Vers une budgétisation sensible au genre) a demandé instamment aux gouvernements, aux agences multilatérales, aux organisations non gouvernementales de recourir à l'analyse de genre pour l'élaboration des budgets nationaux.

Plus de 200 délégués de 43 pays ont participé à cette Conférence, accueillie par le Gouvernement belge (Secrétariat d'État pour la Coopération au Développement), et organisée conjointement par le Conseil nordique des Ministres, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), le Gouvernement italien et l'UNIFEM, en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth et le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

■ Mobiliser l'aide politique et financière des gouvernements

Le but était de mobiliser l'aide politique et financière des gouvernements, ainsi que de la société civile, en vue de l'établissement de budgets répondant aux exigences de l'égalité des sexes.

Les budgets nationaux reflètent les stratégies nationales de réponse aux demandes économiques et sociales de la population. Leur analyse dans une perspective de genre permet d'évaluer la responsabilité qu'un gouvernement assume face aux engagements pris en matière d'égalité entre les sexes.

Madame Noeleen Heyzer, Directrice générale de l'UNIFEM, a rappelé que l'appréciation des budgets à partir d'une analyse de genre aide les décideurs à identifier les politiques devant

être ajustées pour un développement humain plus juste et pour l'égalité entre les sexes. Elle a continué en soulignant qu'ignorer les questions de genre n'est pas neutre. C'est de l'aveuglement dont le coût humain et économique est élevé: productivité affaiblie, développement restreint des capacités de la population, niveaux de bien-être réduits.

■ Des budgets qui contribuent à une meilleure gouvernance

Monsieur Tony Hutton, de l'OCDE, a enchaîné en précisant que la budgétisation répondant aux exigences de la problématique de genre n'est pas seulement une question sociale, mais de croissance économique, qui demande à être intégrée au travail des ministères des finances et à celui des comités de budget. Dans le monde, actuellement, plus de 40 initiatives pour l'élaboration de budgets équilibrés en terme de genre sont en cours. Elles contribuent à une meilleure gouvernance et à une plus grande transparence. Elles permettent une plus grande efficacité économique. Elles sont un moyen de combattre les discriminations à l'égard des femmes et de promouvoir une législation respectueuse de l'égalité et des droits des femmes.

La Conférence a encouragé l'examen des procédures budgétaires pour s'assurer de la satisfaction égale des besoins des hommes. Elle a recommandé d'associer les femmes à ce processus. Elle a prié les gouvernements de publier annuellement un rapport budgétaire relatif à l'égalité des sexes. Elle a soutenu le rôle d'appui et de catalyseur de la coopération au développement pour les actions relatives à l'établissement de budgets répondant à l'égalité hommes-femmes. □

Séminaire International de Lancement du Réseau des Femmes Africaines Economistes

Sénégal, 29 Octobre-3 Novembre 2001

Le Bureau Régional de l'UNIFEM pour l'Afrique Francophone et Lusophone vient de démarrer un programme pour renforcer la participation des femmes dans la formulation et le suivi des politiques économiques. L'UNIFEM voudrait renforcer les capacités des femmes en tant qu'agents de change à travers la création de liens entre l'économie des ménages et les économies mondiales. Cette démarche s'explique par le besoin crucial d'intégrer la dimension genre dans l'économie dans une perspective d'équité et de réduction de la pauvreté. Dans le cadre de cette initiative, l'UNIFEM vient d'organiser un séminaire international pour faciliter l'émergence d'un réseau de Femmes Africaines Economistes qui va mener des activités de plaidoyer, de recherche et de formation. Les domaines couverts par le

réseau incluent l'intégration du genre dans les budgets nationaux, le commerce, la gestion de la dette, les Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les statistiques et indicateurs.

Le séminaire a réuni à peu près 50 personnes venant des pays suivants: Afrique du Sud, Burkina Faso, Bénin, Cap-Vert, Tchad, Côte-d'Ivoire, Guinée Bissau, Kenya, Mali, République Démocratique du Congo, Sénégal et Ouganda. Les participantes sont: des représentantes du ministère de l'économie, du commerce, du budget, de la promotion féminine, du plan etc.; des conseillers techniques sur les questions économiques et commerciales; des parlementaires; des femmes économistes travaillant dans des centres de recherche, à l'université ou dans des organisations de la société civile; des journalistes travaillant sur les questions économiques au niveau national

et régional; des représentantes d'organisation des Nations-Unies et d'institutions régionales; des défenseurs des droits de la femme et des membres de réseaux partenaires.

Les futures activités du réseau incluent des séminaires nationaux de planification stratégique, des forums nationaux avec les parlementaires sur l'intégration de la dimension genre dans les budgets nationaux, des consultations avec des ministères clés et la recherche et les publications dans divers domaines thématiques (exemple: le travail impayé des femmes). □

Pour plus d'informations veuillez contacter Tacko Ndiaye à l'adresse suivante:
Tel: ++221-823.52.07
Fax: ++221-853.50.02
E-mail: tacko.ndiaye@undp.org

Femmes et communication

La revue Spore du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA)¹, dans son numéro 95 d'octobre 2001, présente un article sur **les Femmes et l'Édition**, autre domaine – et non des moindres – de l'information et de la communication. Nous en reproduisons ici de larges extraits².

■ Un secteur à la traîne

Dans les pays ACP, les femmes binent les champs, nourrissent la famille, maintiennent la paix. Si seulement elles étaient aussi présentes dans le secteur de l'édition!

Nous sommes ce que nous mangeons, dit un vieil adage. Nous sommes aussi, de plus en plus, ce que nous lisons et ce que nous absorbons de diverses sources: familles, communautés, écoles, presse, radio... Pourtant, au moment où de nombreuses inégalités entre hommes et femmes s'estompent, le secteur qui nous fournit la plus grande part de notre information – à savoir l'édition – est toujours à la traîne.

Dans la plupart des pays ACP, l'édition est un secteur peu développé en dehors des domaines de l'éducation et de l'enfance. L'édition littéraire ou technique connaît de nombreux problèmes, notamment un manque de rentabilité, un taux élevé d'analphabétisme, des difficultés techniques de production et de distribution.

Aux frontières du monde de l'édition, dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural, pas le moindre signe d'équité en matière de genre, sauf quelques exceptions. Selon l'Africa Women Centre, les femmes occupent 25 pour cent des postes dans les médias. Ce n'est pas glorieux, mais le pourcentage de femmes qui écrivent ou publient est encore bien plus faible.

Même si le monde de l'édition ne le montre guère, le rôle des femmes ACP dans la communication est essentiel (...). Des rôles traditionnels comme celui de conteuse, souvent tenu par les femmes, n'ont pas toujours réussi la transition aux styles modernes de communication. Il y a plus d'hommes qui écrivent et plus de livres qui sont édités par des hommes (...).

Même après des années d'activisme dans ce domaine, l'Association des femmes écrivains d'Ouganda, Femrite, confirme cet état de fait dans son édition 2000 du répertoire des écrivains en Ouganda, (...) où sont dénombrés deux fois plus d'hommes que de femmes parmi les écrivains.

■ Le changement viendra de l'intérieur

Les écrivains font pression pour «féminiser» le secteur de l'édition, comme en a témoigné la Conférence des femmes écrivains, tenue en 1999 sur le thème «Femme et activisme», dans le cadre du Salon international du livre du Zimbabwe. La profession elle-même s'efforce d'atteindre cet objectif. Parmi les rares livres publiés sur le thème des femmes dans l'édition en Afrique et dans les autres régions ACP, le répertoire de l'African Book Collective recense moins de deux cents femmes professionnellement occupées dans l'édition pour l'ensemble du continent.

Cette situation est en train de changer. L'édition est une profession créative où la dimension du genre est peut-être plus facile à introduire que dans le secteur de la

genre et édition

sécurité alimentaire. C'est certainement vrai pour certaines organisations professionnelles comme l'Association panafricaine des libraires, plutôt féminisée et très dynamique, le Réseau des éditeurs africains, qui sensibilise ses membres en insistant sur les questions de genre ou encore le Réseau des éditeurs des Caraïbes, qui souligne fortement le rôle central des femmes dans le développement de cette région.

Ces avancées se traduisent par une vague de nouveaux matériaux d'information et de formation sur l'édition, la production et le marketing. Ils sont principalement produits par des femmes et certains abordent franchement des sujets clés tels que la façon de préparer et de corriger un texte pour en éliminer les stéréotypes traditionnels.

■ À votre PC, Mesdames!

Dans le marché marginal de l'édition touchant à l'agriculture et à des sujets connexes comme la nutrition, le marketing, le financement, l'épargne, le crédit,

l'organisation et la gestion, le rôle des femmes est très mince. Jusqu'ici, la grande majorité des titres est entre les mains des hommes. Tant que ce déséquilibre perdurera, peut-on raisonnablement espérer une évolution des pratiques agricoles et rurales?

Amener petit à petit les métiers du livre à plus d'équité est une bonne chose, mais les plus grands enjeux se situent en fait dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'utilisation des outils électroniques d'édition. Dans l'ensemble des pays ACP, les femmes sont proportionnellement plus actives dans les réseaux informatiques en comparaison des pays industrialisés (...). De nouveaux réseaux comme Women's Net et Famafric, ainsi que le nouveau prix Hafkin illustrent bien cette tendance.

C'est toutefois dans un réseau plus traditionnel que l'on dénote les signes les plus clairs de prise en compte du genre dans l'édition. L'International Women's Tribune Centre (IWTC), support inconditionnel de la communication à la base depuis des décennies, a investi les TIC. Le projet IWTC – Femmes rurales en Afrique: des idées pour gagner de l'argent – a démarré au sein de télécentres ruraux en Ouganda et pourra bientôt être mobilisé en tous lieux à partir d'ordinateurs personnels. Le but semble atteint, n'est-ce pas? Nous le devons à l'initiative de femmes éditrices. □

1 Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP, produit par le CTA. Il est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement. S'adresser à: CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél: + 31 317 467 100 - Fax: + 31 317 460 067
E-mail: cta@cta.nl - Site web: <http://www.cta.nl>

2 Une fiche d'information, contenant une liste de publications, de guides et de contacts, est disponible avec l'édition en ligne de cet article: http://www.agricta.org/Spore/spore95/spore95f_feature2.html, et auprès des rédacteurs, à l'adresse suivante: Médiateurs, W-Alexanderpoort 46, 1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax: + 31 297 54 05 14
E-mail: info@spore-magazine.org

La messagerie électronique au service des villageoises au Nigéria

La lauréate du Prix APC Hafkin pour les communications africaines forme des paysannes du Nigéria à l'utilisation des technologies de l'information pour la paix et pour la réduction de la pauvreté¹.

Le 31 juillet 2001, le prix Hafkin pour les communications africaines, décerné par l'Association pour le Progrès des Communications (APC), a été attribué à Madame Kazanka Comfort, responsable du Centre d'Apprentissage Communautaire Bayanloco, situé dans l'État de Kaduna (Nigéria), une initiative de la Fondation Fantsuam². C'était la première fois que ce prix, qui récompense l'utilisation créative des technologies de l'information, était remis (voir encadré).

■ Le projet «Femmes et Paix»

C'est en travaillant au projet «Femmes et Paix» – projet pour œuvrer à la paix et détecter des foyers potentiels de violence communautaire – que Madame Comfort a pris conscience à quel point les moyens de communication rapides pourraient bénéficier aux paysannes dans des situations d'urgence, et même sauver des vies. Bien que nombre de villages n'avaient pas l'électricité, sans parler des équipements informatiques, elle a su convaincre son employeur, la Fondation Fantsuam, du potentiel et de l'avantage que représenterait l'accès à internet et au courrier électronique. Les villageois eux-mêmes l'ont reconnu.

La Fondation Fantsuam a donc décidé de soutenir l'installation de centres informatiques communautaires dans le cadre de son programme de micro-crédit et de réduction de la pauvreté. Le premier centre de formation communautaire a été financé par le remboursement des prêts d'un groupement féminin.

Le Centre Bayanloco a dû surmonter de multiples obstacles: l'opposition initiale d'un Conseil d'administration exclusivement masculin, une «technophobie» des villageoises, un taux élevé d'analphabétisme, l'absence de téléphone et d'alimentation régulière en électricité.

■ Un projet déterminé par les femmes

«Kazanka Comfort a prouvé que les technologies de l'information ne sont pas un luxe superflu pour les paysannes des pays pauvres, mais un outil précieux pour les aider dans leur vie quotidienne. Le projet n'a pas été déterminé par les technologies mais par les femmes!» a dit Madame Hafkin lors de son discours de remise du prix.

Grâce à cette détermination et à l'accueil enthousiaste de la communauté, huit autres villages et deux institutions d'éducation ont demandé à la Fondation Fantsuam de soutenir la mise en place de leur propre centre de communautaire.

La lauréate du prix Hafkin et les autres finalistes (voir encadré) ont réfuté des mythes pourtant bien ancrés que l'Afrique serait «le continent déconnecté», dépassé par «l'ère de l'information». Il n'est pas assez reconnu que la population africaine, et

L'Afrique n'est pas 'déconnectée'

particulièrement les femmes, est remarquablement novatrice, entreprenante et courageuse en matière des technologies de l'information, en dépit d'un accès limité aux ressources et aux infrastructures. □

LE PRIX HAFKIN DES COMMUNICATIONS AFRICAINES

Le prix Hafkin des Communications africaines est une initiative de l'Association pour le progrès des communications (APC) et de son Programme Afrique. Le thème retenu pour ce prix était: Initiatives de femmes meneuses, femmes informées, femmes inspirées.

Le Docteur Nancy J. Hafkin a été une réelle pionnière en matière de travail en réseau et de développement de l'information et des communications en Afrique. Ses nombreux plaidoyers ont attiré l'attention sur le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ce continent, et sur le coût prévisible de sa mise à l'écart des changements économiques et sociaux induits par la société de l'information globale.

Le prix Hafkin, d'un montant de 7.500 dollars EU, est accessible aux organisations de la société civile, aux institutions gouvernementales, aux organisations éducatives, aux groupes communautaires, aux réseaux, aux mouvements sociaux ou aux individus de n'importe quel lieu d'Afrique ayant initié et monté avec succès des projets recourant aux TIC, comme composante essentielle de leur action pour le développement et la justice.

Comme autres finalistes, on peut citer:

■ Le projet NairobiBits, au Kenya, dirigé par des femmes qui enseignent aux jeunes africaines des bidonvilles les connaissances techniques et artistiques nécessaires pour créer un site Internet, afin qu'elles puissent s'exprimer sur la toile:

<http://www.nairobiBits.org>

E-mail: info@nairobiBits.org

■ Encore au Kenya, le projet des centres d'information et de ressources des bidonvilles visant à former des jeunes des milieux défavorisés pour agir et transformer leur environnement:

<http://www.sidarec.or.ke>

E-mail: sidarec@kenyaweb.com

■ Au Nigéria de nouveau, le projet Société femmes et SIDA en Afrique qui s'occupe d'éducation en matière de santé, particulièrement sur le SIDA:

E-mail: swaan@cyberspace.net.org

■ Au Sénégal, TAFTAF est un groupe de 60 artisanes dont l'objectif est d'utiliser internet pour promouvoir et vendre leur artisanat dans le monde entier. TAFTAF donne également des informations sur la culture, les coutumes qui inspirent cet artisanat:

<http://www.taftaf.com>

E-mail: marlene@taftaf.com

(Extrait de: <http://www.apc.org>)

1 Extrait du site web de l'Association pour le Progrès des Communications:
http://www.apc.org/français/hafkin/haf_finalists.htm

2 Coordonnées de la Fondation: <http://www.kabissa.org/fantsuam>;
E-mail: fantsuamfoundation@fantsuam.com

Afrique du Sud: l'expérience des femmes de Mpindweni

Même s'il reste encore des problèmes à résoudre à Mpindweni, les femmes de ce village sud-africain ont pris leur destin en main. Autrefois sans profession reconnue, sans activité lucrative, sans réelle perspective de progrès, elles sont aujourd'hui boulangères, maraîchères, couturières.

Au cours des cinq dernières années, les femmes de Mpindweni (Province du Cap Oriental) se sont organisées en groupement (le groupement Masibambane), et elles ont créé leur propre emploi et leur propre entreprise. Elles ont acquis une position de force dans la communauté. Pourtant, ni les embûches ni les coups du sort ne leur ont été épargnés. Elles auraient pu mille fois abandonner. Au contraire, leur créativité est plus que jamais d'actualité, elles font même des émules.

■ Tout a commencé en 1996

En 1996, ces femmes, refusant une situation sans fin de pauvreté, caractérisée par une absence d'emploi et d'activité économique, et animées d'une volonté de changement, ont demandé des terres au *Transkei Land Service Organisation* (TRALSO). Cet organisme met en œuvre divers projets, financés entre autres par les Pays-Bas, qui portent notamment sur l'allocation et la mise en valeur des terres, l'amélioration des moyens d'existence (voir encadré). Leur requête n'a pas été satisfaite immédiatement. Non sans perdre parfois confiance, elles ont continué à chercher des appuis et des financements auprès des organismes d'aide. Du grand groupe initial, seules sept femmes ont continué d'y croire et de lutter pour que leurs rêves deviennent réalité. Ce n'est qu'en février 1998 que TRALSO peut les soutenir. Elles bénéficient d'une formation aux techniques et à la gestion d'activités économiques: boulangerie, production maraîchère, élevage de porcs.

■ Une boulangerie dans le village

À partir de leurs propres ressources, et dans la maison de l'une d'entre elles, les femmes de Mpindweni commencent à fabriquer du pain qui trouve immédiatement preneur. Les villageois sont ravis. Jusque là, il fallait aller chercher le pain dans une autre localité. Le transport seul pour s'y rendre coûtait 6 rands, le pain à Mpindweni est vendu à 2,9 rands (1 dollar EU = 8 rands). En mai 1998, leur énergie se voit décuplée. La Coopération néerlandaise leur accorde un financement qui permet d'acheter des

équipements et d'accroître le volume d'activité. Des contrats sont passés avec le Service pénitentiaire et le programme alimentaire scolaire du Service de la santé. Hélas, les délais de paiement dépassent leur capacité de trésorerie et, comble de malheur, un violent orage détruit la boulangerie.

Au lieu de baisser les bras, ces battantes revoient leur mode de travail. Elles décident de diversifier leurs activités afin de varier leurs sources de revenus et de minimiser les risques. Elles s'investissent alors dans la production maraîchère et la couture.

■ Un champ communautaire

Avec l'appui de TRALSO, qui mobilise le Ministère de l'agriculture, les femmes négocient avec les autorités locales l'attribution de 2,5 hectares qui seront exploités en commun. Les services agricoles les aident à installer une haie vive pour protéger le champ de la divagation des animaux. Parallèlement, les femmes construisent un bâtiment pour les activités du groupement dans lequel la boulangerie est installée. La réalité commence à ressembler à leurs rêves. Pourtant, un matin, se rendant au champ

comme chaque jour, elles découvrent que les efforts qu'elles ont consacrés pendant des mois à labourer, semer, désherber, replanter, arroser les plantations de légumes et de céréales, sont réduits à presque rien. Les animaux ont pénétré dans la parcelle, piétinant les choux, broutant les salades et dévorant le blé.

Très rapidement, on découvre que ce sont des hommes importants du village qui, envieux de l'avancée de ces femmes et se sentant menacés dans leur position, avaient détruit en partie l'enclos, permettant aux animaux de saccager les cultures. Ils n'acceptaient pas que des terres aient été accordées aux femmes alors qu'aucun homme ne faisait partie du groupe. En outre, ils considéraient que ces terres étaient destinées au pâturage de leur bétail.

Le personnel du programme Genre du TRALSO a aidé les femmes à discuter de ce problème avec les autorités traditionnelles et les membres de la communauté, en présence de représentants de la police, du Département de l'agriculture et du South African Civic Organisation. Un consensus a été dégagé. L'ensemble de la communauté reconnaissait le groupement et acceptait la poursuite de ses activités.

Depuis, le groupement Masibambane poursuit ses initiatives en s'adjoignant les appuis nécessaires, en recherchant des fonds et en sollicitant les structures

Le *Transkei Land Service Organisation* (TRALSO) est une organisation sud-africaine indépendante, créée en 1990, en réponse aux demandes foncières de plus en plus pressantes. Sa couverture géographique couvre la zone la plus pauvre de la Province du Cap Oriental, marquée par une stagnation économique, l'absence d'emploi, le manque de terres.

TRALSO s'est donné comme mandat de trouver des solutions aux problèmes fonciers des communautés rurales et des personnes, tout en veillant à résoudre les questions de sécurité alimentaire et d'amélioration des modes et moyens d'existence. Ses programmes traitent donc tout autant la problématique foncière que ses corollaires. Ils portent sur la mise en valeur des terres, la tenure foncière, la redistribution des terres, la protection des terres, l'amélioration des conditions de vie. Un programme Genre est également mis en œuvre.

TRALSO intervient actuellement dans cinq communautés rurales (notamment celle de Mpindweni) où les populations se sont engagées dans multiples actions: jardins communautaires, éco-tourisme, production avicole, arboriculture, activités génératrices de revenus.

Pour tout renseignement sur le projet et sur TRALSO, contacter:

**Navy Simukonda, Acting Director
Transkei Land Service Organisation
(TRALSO)**

60 Wesley Street, Umtata, 5100,
Eastern Cape, Afrique du Sud
Tél: +27 47 531 2851/2

Fax: +27 47 531 2853

Mobile: +27 83 492 8118

E-mail: tralso@wildcoast.co.za

Site web: <http://www.tralso.eastcape.net>
(adresse temporaire)

publiques. Ainsi, le Ministère de la santé a contribué financièrement aux activités quand le groupement a épuisé le premier fonds accordé par la Coopération néerlandaise.

Cette dernière, en février 2000, a été très positive sur les résultats obtenus. Elle a donné un second souffle au groupement en lui accordant une nouvelle subvention, dont une partie a permis d'électrifier le bâtiment du groupement et d'acquérir du matériel supplémentaire (réservoirs à eau pour le maraîchage, fours électriques pour la boulangerie).

■ Rien ne peut plus arrêter le changement

Depuis septembre 2000, le projet, véritable succès, est sous l'entière responsabilité des femmes. La pauvreté est malheureusement encore présente, mais les femmes savent qu'elles ont commencé à déplacer les montagnes. Elles ont su se faire entendre.

«S'entraider et construire par nous-mêmes»

La vie du village a changé. Les hommes n'ont plus ni crainte ni animosité à l'égard du groupement. Chaque jour, les repas de plus de 800 écoliers sont assurés grâce à la production du groupement Masibambane. Chaque matin, l'odeur du pain frais embaume le village dont la qualité apporte autant de satisfaction que les économies réalisées. L'atelier de couture est lancé. Les femmes ont ouvert un compte bancaire qu'elles gèrent grâce à la formation en comptabilité qu'elles ont reçue. D'autres femmes se sont organisées et 10 autres actions ont été réunies en un projet appelé «*Masizakhe Mpindweni Community Development Forum*» qui, d'après son nom en langue Xsora, signifie «*s'entraider et construire par nous-mêmes*».

Le groupement tente actuellement d'accroître la production agricole, en cherchant des solutions au manque d'eau. Faute d'approvisionnement, les terres ne peuvent être cultivées qu'au cours de la saison des pluies. Un jour, disent les femmes, la question de l'eau sera résolue. En attendant, le groupement ouvre ses horizons à la recherche d'autres femmes d'Afrique du Sud pour échanger et partager leurs expériences. □

Le Réseau de Radios Rurales des Pays en Développement

Quatre fois par an, le Réseau de Radios Rurales des Pays en Développement diffuse gratuitement, à ses 1 100 membres de 121 pays du monde entier, du matériel de production radiophonique. Ce dernier porte sur des techniques simples et économiques pour accroître la production alimentaire, améliorer la nutrition et la santé.

Le Réseau de Radios Rurales est une organisation non gouvernementale basée au Canada. Elle a été créée à l'instigation de George Atkins, animateur canadien d'émissions radiophoniques agricoles. En 1975, alors qu'il voyageait en Zambie, en compagnie de deux autres animateurs de radio du pays, l'idée germa de mettre en place un système d'échange d'informations pratiques sur l'agriculture.

À l'époque, dans les pays en développement, on parlait aux auditeurs d'engrais industriels, d'insecticides, d'herbicides, de l'entretien du tracteur, en somme de techniques coûteuses et peu accessibles. Pourquoi, se dirent ces trois animateurs de radio, ne pas diffuser plutôt des informations sur des techniques à la portée des agriculteurs et appropriées au contexte?

Ils savaient que l'information existait. Il suffisait de la trouver, dans le village d'à côté, dans un pays voisin, ou même à l'autre bout du monde. Pour sa diffusion, des centaines d'animateurs de radio pouvaient se constituer en réseau pour diffuser l'information et en faire profiter des millions d'agriculteurs et d'agricultrices.

Depuis, le réseau de radios rurales des pays en développement recueille et approfondit des informations sur des techniques simples et économiques, accessibles aux petits exploitants, et propices à l'agriculture durable. L'éventail des thèmes traités est vaste, allant des cultures agricoles jusqu'à l'environnement, en passant par la lutte antiparasitaire, la nutrition, la santé, les petites entreprises. Une large place est accordée aux sujets d'intérêt pour les agricultrices. La dernière publication (juillet 2001) porte sur le respect du savoir indigène.

L'information est distribuée aux animateurs d'émissions agricoles, aux rédacteurs, aux conseillers agricoles, aux enseignants, aux agents de santé, de vulgarisation et tout autre agent de développement. Les textes (plus d'une centaine en anglais, français et espagnol) sont illustrés pour faciliter l'interprétation et multiplier les utilisations. Ils sont distribués gratuitement aux membres du réseau auquel l'adhésion est également gratuite. □

Pour vous renseigner sur l'adhésion au réseau et recevoir du matériel, s'adresser au:

Réseau de Radios Rurales des Pays en Développement

416, Moore Avenue, Suite 101,
Toronto, Ontario,
Canada M4G 1C9

Tél: + 1 416 971 63 33

Fax: + 1 416 971 52 99,

E-mail: info@farmradio.org

Site web: <http://www.farmradio.org>

À la recherche de financements

Partout dans le monde, les femmes s'organisent pour faire face aux problèmes et aux difficultés qui affectent leurs vies et celles de leurs familles. Elles ont des idées et des projets passionnants, mais elles déplorent souvent le manque de fonds pour les concrétiser. La question de l'argent est toujours ardue. Une solution possible: recourir à Mama Cash et au Global Fund for Women.

■ Qui est Mama Cash?

Mama Cash (Fonds pour les femmes) est une organisation indépendante de financement des associations féminines. Elle s'intéresse à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes à travers le monde. Elle investit dans les organisations ou associations non gouvernementales de femmes qui travaillent dans cet objectif. Ses thèmes privilégiés:

- l'égalité des droits civils, économiques, légaux des femmes, ainsi que les droits liés à la reproduction et à la santé; la lutte contre les violences sexuelles est également un domaine prioritaire.
- la communication: centres de documentations, périodiques, publications, émissions de radio pour les femmes, technologies de l'information et de la communication;

- la culture: productions théâtrales, festivals culturels, groupes musicaux féminins, construction de centres et lieux de rencontres pour les femmes.

L'aide de Mama Cash aux projets est de l'ordre de 1.500 à 5.000 euro (avec une moyenne de 2.500 euro). Ne pas hésiter à la contacter, elle vous donnera toutes les informations. Mama Cash parle anglais, espagnol, français, néerlandais. Ses coordonnées sont les suivantes:

Mama Cash

Fonds pour les femmes

P.O. Box 15 686, 1000 ND Amsterdam, Pays-Bas

Tél: + 31 20 689 36 34

Fax: + 31 20 683 46 47

E-mail: info@mamacash.nl

Site web: <http://www.mamacash.nl>

■ Le Global Fund for Women, qu'est-ce que c'est?

Le Fonds mondial pour les femmes est une fondation octroyant des dons, à concurrence de 15.000 dollars EU, aux groupements féminins pour soutenir leurs efforts visant à transformer leurs sociétés.

Il appuie les initiatives de protection et de défense des droits des femmes, les actions d'amélioration des conditions socio-économiques des femmes, les innovations pour

leur accès aux technologies de la communication et aux médias. Il s'intéresse aussi à l'établissement de réseaux et à la collaboration entre les groupements féminins. Tout un éventail de questions décisives pour les femmes est donc considéré.

Un exemple d'action que le fonds a soutenu: la Coopérative de Femmes Artisanas Corazón de la Tierra, à Yajalón au Mexique

Des femmes Maya, qui se sont rencontrées par l'école de leurs filles, ont formé une coopérative pour l'auto-enseignement. Cette coopérative invite des conférencières pour aborder les questions de sexualité, de santé et de droits individuels des femmes. Ses membres apprennent à lire et à écrire l'espagnol. La coopérative vend également des broderies pour rassembler des fonds destinés à la scolarisation des filles des membres. □

Pour plus de renseignements, s'adresser au: **Global Fund for Women**

1375 Sutter Street, Suite 400,
San Francisco, CA 94109, États-Unis
Tél: + 1 415 202 7640

Fax: + 1 415 202 8604

E-mail: grants@globalfundforwomen.org

Site web: <http://www.globalfundwomen.org>

Le réseau national des femmes rurales au Sénégal est en activité

Après une première réunion pour sa création en août 2000¹, le réseau national des femmes rurales au Sénégal a tenu son assemblée générale constitutive les 15 et 16 mai derniers. Les 12 associations d'appui, membres fondateurs du réseau, étaient venues en force et étaient accompagnées de leurs partenaires à la base. Plus de 100 personnes ont pris part aux travaux d'examen des statuts et du règlement intérieur du réseau. Elles ont également élues les responsables du Comité directeur provisoire. Trois cellules d'appui technique ont été constituées: une pour la formation et la communication, une pour les projets, une pour le développement organisationnel, la sensibilisation et l'animation.

Ce réseau est une initiative de la coordination du projet Dimitra en Afrique de l'Ouest qui couvre neuf pays. Installé au Sénégal, il est appelé à se démultiplier dans ces différents pays. Sa mise en place se fonde sur la volonté de valoriser les acquis déjà obtenus par les organisations qui travaillent en faveur des femmes, et sur la nécessité de visibiliser les

responsabilités assumées par les femmes rurales et périurbaines dans le domaine du développement.

Au Sénégal, l'éventail des organisations de femmes (associations, fédérations) est large. Elles ont déjà obtenues beaucoup de résultats. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Les membres du réseau se sont engagés à agir ensemble pour contribuer à l'évolution de la situation. Il s'agit de l'association pour le développement de l'éducation et de la formation en Afrique (ADEF/Afrique), l'association nationale pour l'alphabétisation et la formation des adultes (ANAF), l'association sénégalaise d'appui à la formation

pour le développement à la base (ASAFODEB), l'association sénégalaise pour la promotion de l'agriculture biologique et biodynamique (ASPAB), le collectif africain pour la recherche, l'action et la formation (CARAF), l'ENDA-Pronat, NIIL JAAM, la fédération des ONG (FONGS), l'institut international pour l'environnement et le développement (IIED), les maisons familiales rurales (MFR), le réseau africain pour le développement intégré (RADI) et le SIRA.

Ce réseau se donne un vaste champ d'action. Il s'étend de la formation et de l'information des associations féminines à la valorisation du savoir local, en passant par la création de liens entre partenaires du développement, allant jusqu'à la promotion de la solidarité entre associations et le soutien aux activités génératrices de revenus.

Le travail est immense. Ce réseau est ouvert à toute autre volonté désireuse de s'investir dans cette initiative. □

Pour tout renseignement, s'adresser à:

Fatou Sow
ENDA-Pronat

Dakar - Sénégal

Tél: + 221 8 225565

Fax: + 221 8 235157 ou 222695

E-mail: pronat@enda.sn

Site web: <http://www.enda.sn/pronat>

1 Bulletin Dimitra n° 5: Création d'un réseau national des femmes rurales au Sénégal, page 7.

Le Monde selon les femmes: la revue et le réseau Palabra/es

Depuis 1996, le projet Palabras vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs «possibles». Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

En prenant l'option de diffuser et de relayer l'expression de groupes de femmes du Sud et en établissant des relations de partenariat avec des groupes ou des institutions du Sud, le Monde selon les femmes remplit un rôle essentiel de soutien et d'intermédiaire des revendications pour un développement qui garantisse plus d'égalité.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la «palette» de vécus différents, reflétant les réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

■ Les trois objectifs du projet Palabras:

- 1) la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public;
- 2) l'apprentissage et la connaissance mutuelle, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés;
- 3) la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur le genre et le développement.

■ Ses trois composantes:

- 1) la publication de la revue Palabras;
- 2) la mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts;
- 3) l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet; deux séminaires d'échanges ont déjà eu lieu, un en 1998, l'autre en 1999.

Les Actes de ces rencontres ont été publiés et sont disponibles sur demande. La revue Palabras a déjà publié neuf numéros thématiques:

- le n°0 sur les violences contre les femmes;
- le n°1 sur l'agriculture durable;
- le n°2 sur l'emploi;
- le n°3 sur la santé et les droits reproductifs;
- le n°4 sur la citoyenneté;
- le n°5 sur les femmes dans la ville;
- le n°6 sur les organisations d'appui aux femmes;
- le n°7 sur la marche mondiale des femmes;
- le n°8 sur la femme et l'art.

Palabras est édité en deux langues, français (800 exemplaires) et espagnol (500 exemplaires); le n°0 a également été publié en italien (100 exemplaires).

La revue est diffusée par la poste (600 envois), et le reste est vendu lors de nos activités. La diffusion est gratuite hors de la Belgique. Palabras est envoyé dans plus de 60 pays (Europe, Afrique francophone, Amérique latine). Le prix de vente (100 FB) couvre les prix de réalisation (traduction, mise en page, impression) et n'inclut pas les frais de préparation, de réseau, de contacts, etc. Chaque numéro annonce les prochains thèmes traités. □

Pour plus d'informations, contacter:

Le Monde selon les femmes

Rue de la Sablonnière, 18,
1000 Bruxelles,
Belgique

Tél: + 32 2 22 30 512

Fax: + 32 2 22 31 512

E-mail: monde.femmes@skynet.be

nouveaux livres

Les révolutions de l'information: comment la gestion de l'information et de la communication modifie l'existence des populations rurales

Paul Mundy et Jacques Sultan, CTA, 2001
(en anglais et en français)

L'option de ce livre est de rendre compte d'expériences réussies, d'expliquer comment des individus ou des organisations sont parvenus à s'approprier les outils de communication pour améliorer les conditions d'existence des communautés rurales. Les auteurs ont identifié une quarantaine d'exemples en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique. Les exemples mis en valeur sont des initiatives locales ou nationales qui parviennent à faire un bon travail de communication malgré leurs contraintes.

241 pages;

ISBN 92 9081 2289 et 92 9081 2397,

Numéro CTA 1038

CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas

Tél: + 31 317 467 100

Fax: + 31 317 460 067

E-mail: cta@cta.nl

Site web: <http://www.cta.nl>

Ce livre est également intégralement disponible sur le site du CTA, format PDF (par chapitre ou dans un fichier unique): <http://www.agricta.org/pubs/infocv/indexfr.htm>

Histoires d'un développement équitable: pratiques innovatrices originaires d'Afrique

InterAction et Gender Development
Institute, 2001 (en anglais et en français)

Ce livre recueille neuf études de cas sur des stratégies originales et innovatrices d'organisations de développement pour intégrer l'équité de genre dans leurs programmes et leur structure. Les études de cas examinent le pourquoi et le comment de ces stratégies, étudient les enseignements acquis et font des recommandations à ceux qui souhaitent adapter ces approches aux activités de leurs propres organisations.

110 pages,

ISBN 0 9678813-2-3

InterAction,

Département des publications,

1771, Massachusetts Av., N.W.,

Suite 701, Washington, DC 20036, États-Unis

Tél: + 1 202 667 8227

E-mail: publications@interaction.org

An Information Policy Handbook for
Southern Africa, A knowledge Base for
Decision-Makers

IDRC (International Development
Research Center)
et DBSA (Development Bank of South
Africa), 2001 (en anglais)

Publication sur les processus de formulation
et de mise en œuvre des politiques d'informa-
tion. Ce guide se concentre sur les techno-
logies de l'information et de la communica-
tion. Il analyse des exemples de politiques
d'information en mettant en exergue les
raisons de leur succès ou de leur échec. Le
livre présente des informations détaillées sur
l'Afrique du Sud depuis les années 90, ainsi
que sur les pays voisins (Mozambique,
Namibie).

La publication est disponible en ligne:
<http://www.dbsa.org/publications/ictpolsa>
ou <http://www.apc.org/books/ictpolsa/>

Pour de plus amples informations:
Gordon Coburne, DBSA
E-mail: gordonc@dbsa.org

Appel pour la rédaction du livre:
Food is a feminist issue

«Agenda», qui est un bulletin trimestriel,
prépare un livre intitulé *Food is a feminist
issue*. Le bulletin fait un appel pour des
contributions portant sur des études
politiques et culturelles, sur des programmes
de nutrition et de santé, sur des recherches
sociologiques et psychologiques. Ces contri-
butions doivent porter sur de nouvelles per-
spectives de genre dans le domaine de
l'alimentation. Les articles ne doivent pas
dépasser 6.000 mots. La publication est
prévue pour février 2002.

Pour plus d'informations, s'adresser:
Lou Hausom ou Janine Moolman
Lokile Molefe, Agenda, Room E 302,
Diakonia Centre, 20 St Andrews street,
Durban, Afrique du Sud
Tél: + 27 31 304 7001
Fax + 27 31 304 7018
E-mail: intern@agenda.org.za
Site web: <http://www.agenda.org.za>

<http://www.fao.org/sd/dimitra>



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

conférences

1 au 3 mars 2002

Conférence internationale **Emerging issues
and New Challenges: Human and Resource
Development in Southeast Asia including
transitional Societies of Indochina (Thai-
land, Laos, Vietnam, Cambodia & Myan-
mar)**, à Bangkok en Thaïlande, organisée par
WARI (Women's Action and Resource
Initiative).

Les travaux porteront sur la société civile,
les activités économiques des femmes, les
mécanismes nationaux pour la prise en
compte de la problématique de genre, ainsi
que sur les ressources naturelles.

Pour plus d'informations:
WARI
(Women's Action and Resource Initiative)
52/619 Muang Ake, Rangsit, Pathumthani,
12000, Thaïlande
Fax/Tél: + 66 2 997 7279
E-mail: concourse02@yahoo.com
Site web: <http://www.geocities.com/wari9>

21 au 26 juillet 2002

Conférence du **Congrès Mondial des
Femmes**, à Kampala en Ouganda, sur le
thème **Gendered Worlds: Gains and
Challenges**.

Ce sera l'occasion d'approfondir la réflexion
sur la situation des femmes et sur l'avance-
ment des questions de genre. Il s'agit de
promouvoir la discussion entre les chercheurs
de disciplines multiples et les professionnels
travaillant dans des organisations préoccu-
pées des questions d'égalité et de promotion
des femmes.

Pour plus d'informations:
Department of Women and Gender Studies
Makerere University
PO Box 7062, Kampala,
Ouganda
Fax: + 256 41 54 35 39
E-mail: gendermu@africaonline.co.ug
Site web: <http://www.makerere.ac.ug/womenstudies>

23 au 26 juillet 2002

Conférence Know How, qui s'inscrira dans
le cadre du Congrès Mondial des Femmes,
annoncé précédemment.

La Conférence est organisée par le réseau
d'échange Isis-WICCE. Elle réunira des spécia-
listes de la collecte et de la diffusion d'infor-
mations en faveur des femmes et sur leur
situation. Il s'agit d'établir et de consolider
des relations entre les organisations partici-

pantes en vue de créer de nouveaux program-
mes d'information, tout particulièrement
accessibles aux femmes.

Pour plus d'informations:
Isis-WICCE, Griet Onsea
Plot 32 Bukoto Street, Kamwokya,
PO Box 4934, Kampala, Ouganda
Tél: + 256 41 543 953
Fax: + 256 41 543 954
E-mail: isis@starcom.co.ug
Site web: <http://www.isis.or.ug>

2 au 11 septembre 2002

**Sommet mondial sur le développement
durable (ou Rio + 10)**, à Johannesburg
(Afrique du Sud).

Les résultats obtenus depuis le Sommet de
la Terre de Rio en 1992 seront évalués.

Pour plus d'informations:
UN Johannesburg Summit Secretariat,
Major Groups Relationships
2 United Nations Plaza, 22nd Floor,
New York NY 10017, États-Unis
Fax: + 1 917 367 2341/2
Site web:
<http://www.johannesburgsummit.org>

CONTACTEZ-NOUS!

Eliane Najros,
Coordinatrice du projet
Tél.: +32-2-5490310

Judith Gracey,
Chargée de projet
Tél.: +32-2-5496168

Fax: +32-2-5490314
e-mail: dimitra@dimitra.org

FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode
B-1000 Bruxelles
Belgique

Avec le soutien financier de la DGCI, Ministère
des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur
et de la Coopération Internationale (Belgique)
et de la Fondation Roi Baudouin

Le contenu des articles ne correspond pas
nécessairement aux vues de la FAO

Graphisme: Atelier voor grafische &
aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Snoeck Ducaju & Zoon, Gand

Editeur responsable: Eliane Najros,
FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode,
B-1000 Bruxelles, Belgique